

# Faut-il payer le travail... ou rémunérer les travailleurs ?

Felipe Van  
Keirsbilck,  
CNE, Email :  
felipe.vk@  
swing.be

A priori, sans doute, cette question semblera dépourvue de sens. Parce que, simplement, on n'aperçoit pas de différence entre « payer le travail » et « rémunérer les travailleurs ». Si ces deux expressions sont synonymes, il n'y a pas de sens à préférer l'une à l'autre !

Le but de cet article est de donner à voir qu'il y a derrière chacune d'elles deux mondes... très différents de références et de justifications.

Et d'argumenter pour que, dans notre représentation de la réalité sociale, nous chassions vigoureusement la première [« payer le travail » est aujourd'hui, en réalité, la bannière du libéralisme le plus agressif] et fassions à la seconde la place qu'elle mérite : « rémunérer les travailleurs » (dans et hors l'emploi) est bien mieux qu'un idéal progressiste, c'est l'acquis essentiel d'une révolution jeune d'un siècle, et qui est derrière nous. Et peut-être devant, aussi : *peut-être* seulement, car le sens de l'engagement politique ou syndical tient dans cet espoir-là : faire advenir ce qui peut être, mais qui n'est pas certain.

## Payer le travail...

« *Tout travail mérite salaire !* » : voilà une formule qui devait sonner comme une belle exigence de justice, depuis le temps des esclaves de Pharaon, jusqu'aux premiers prolétaires du 19<sup>ème</sup> siècle, en passant par les serfs du moyen-âge. Et il faut reconnaître, bien entendu, que dès qu'on s'éloigne tant soit peu de notre époque ou de nos pays, les exemples ne manquent pas de travail sans salaire : l'esclavage, officiel ou déguisé, n'est pas mort.

Pourtant, celui qui, aujourd'hui, dans nos systèmes sociaux construits autour du salariat, répète simplement qu'il faut « payer le travail » risque, en toute bonne foi, de passer à côté d'une révolution inaperçue : la personnalisation des salaires. Et de se retrouver tôt ou tard empêtré dans les simplismes du social-libéralisme qui justifient le *workfare*, l'activation des sans emploi et l'exclusion des chômeuses de longue durée...

## 1. Pourquoi on ne peut pas payer le travail

Derrière cette expression, il y a un imaginaire du travail « objectif », qu'on pourrait payer, voire acheter, comme n'importe quel bien. Ne parlez-vous pas d'étourdissement du « marché du travail » ? Cette « naturalisation » du travail entraîne la dissolution de ce que la question du prix du travail a de profondément politique : s'il ne s'agit pas d'une relation sociale, mais d'une chose « achetable », son « prix » doit résulter d'un mécanisme objectif. Alors, il n'y a plus lieu que les travailleurs eux-mêmes en débattent : ce sont les économistes qui mèneront les calculs utiles.

Enfin, une formule rend souvent mieux son sens lorsqu'on la tord pour la retourner : « *payer le travail* », ne l'oublions pas, doit entraîner « *ne pas payer le non-travail* ».

- **On ne paye que ce qu'on achète, ce que l'on peut s'approprier.**
- **Payer du travail, comme on paierait une chose ?**

Mais il n'est pas possible de détacher le travail du travailleur ; ce dernier ne peut venir, le matin, « livrer » un stock d'heures de travail puis rentrer chez lui. A la différence de votre épicier qui, dès qu'il vous a vendu 8 tomates, n'est plus concerné par ce que vous en ferez, le travailleur à qui une entreprise « achèterait » 8 heures de travail doit évidemment être présent quand elle les « consommera ».

En conséquence, il ne faut pas croire qu'on puisse acheter du travail sans, en même temps, acheter le travailleur – c'est-à-dire traiter une personne comme une marchandise.

- **On ne peut payer que ce qui a un prix.**

Que le travail humain ait de la valeur, c'est une évidence. Mieux : aucune valeur ne se crée en dehors du travail. Mais peut-on pour autant lui fixer un « prix », afin de pouvoir, sans débats inutiles, payer ce prix, ni plus, ni moins ? Quel est le prix d'une heure de travail ?

Du côté du travailleur, le temps qu'il « donne » n'a, en soi, pas de prix : c'est une heure de sa vie ! Du côté du consommateur, le produit ou le service qu'il achète a évidemment un prix. Chacun observera, toutefois, combien le prix d'un produit varie selon les rapports de force sur les marchés et selon les stratégies de marketing, bien plus que selon la quantité ou la qualité du travail qu'a demandé ce produit.

Plus fondamentalement : peut-on même établir un lien entre le prix du produit vendu et le prix du travail ? Cela supposerait de pouvoir identifier, dans un bien ou un service, l'ensemble des personnes qui ont contribué à le mettre au point, à le réaliser, à le vendre, etc. C'était peut-être possible face au travail artisanal. Ca ne l'est plus. La complexité des processus de production actuels rend ce lien impensable aujourd'hui. J'achète un voyage organisé à 40.000 francs : qui l'a « produit » ? Des centaines de personnes, dans des dizaines de pays et de sociétés différentes. Il est impossible d'identifier, sur cette base, le « prix » de la contribution de chacun ! Cela devient chaque jour plus vrai, à mesure qu'on entre davantage dans une économie de l'information complexe, dé-matérialisée, organisée en réseaux ouverts...

● **Payer le travail signifie implicitement... ne pas payer le non-travail.**

Cela semble évident, c'est d'ailleurs le sens caché de la devise de Tony Blair et de sa « 3<sup>ème</sup> voie » : « *Make Work Pay !* ». Fort bien. Mais souvenons-nous que le salaire, pour l'immense majorité des travailleurs, est le seul revenu, ou quasi. Il assure leur survie, et leur dignité d'existence.

« Payer le travail »... et ne pas payer le hors-travail : jusqu'où ? Faut-il priver de revenu (pour le pousser à travailler ?) l'étudiant, le chômeur, la mère en congé de maternité, l'accidenté du travail, le malade de longue durée ... et – *last but not least* – le ou la pensionné(e) ? Payer le travail sans prendre en compte la personne du travailleur, ses droits, sa dignité, ses besoins et ceux de sa famille, mène à une sauvagerie totale – et ne correspond en rien à la vie que

nous connaissons dans nos sociétés. C'est pourtant, autant le savoir, le socle de l'essentiel de la « pensée » de l'Etat Social Actif.

## **2. Pourquoi on doit rémunérer les travailleurs**

En laissant le travailleur reléguer le « travail » au second plan, c'est au travail humain, essentiellement relation sociale, que l'on fait place.

*Pour éviter toute confusion : le mot travailleur désigne ici toute femme et tout homme, avec ou sans emploi actuel, dont le revenu provient pour l'essentiel du travail salarié ; le sien propre et/ou celui de la collectivité des travailleurs : fonctionnaires, ouvriers, employés et cadres. Loin d'être un concept, cette collectivité est inscrite dans la réalité, principalement via les institutions de Sécurité Sociale. Les travailleurs avec emploi vivent de leur salaire direct largement complété par le salaire socialisé assuré par la Sécu : remboursement de soins, allocations familiales, etc. Les travailleurs sans emploi vivent principalement de ce salaire socialisé, ce qui n'en fait pas moins des travailleurs à part entière.*

En même temps, c'est une personne qui occupe désormais l'avant-scène, une personne susceptible de travailler, mais aussi une personne avec des besoins vitaux, et des aspirations humaines. Bien sûr, et c'est le premier point ci-après, rien n'oblige à donner au travailleur plus d'importance qu'au travail : c'est un choix, c'est un point de départ (un point qui départage).

Ce choix, pourtant, semble relever de l'utopie, tant règnent sur les imaginations le spectre de l'austérité et la culture du sacrifice. Conjurer ces terreurs demande de rappeler l'extraordinaire richesse de nos sociétés... et les réussites avérées du salariat depuis un demi-siècle !

Enfin, s'il faut que ces choses-là se disent, il faut se défier du travail parce qu'on l'a déifié. Et parce que, tout bien réfléchi, rien n'est meilleur que la paresse.

- **Il n'y a aucune raison économique ou technique qui impose de rémunérer les travailleurs en tant que personnes.**

La pauvreté est une option possible. L'inégalité, la misère et la charité sont des possibilités. L'esclavage, la violence et la répression aussi. La compétition économique ne veut rien savoir de l'âge du travailleur, du nombre de ses enfants, de son état de santé, ni même du nombre de calories dont il a besoin pour survivre, et toute règle (index, barème, protection du salaire) est pour elle un obstacle gênant.

A l'opposé, on appelle « personnalisation du salaire » le processus qui a, depuis un siècle, fait du salaire une *question sociale et politique*, dans laquelle les besoins individuels et collectifs de la personne qui travaille, priment sur les contraintes de cette compétition économique.

Cette rémunération de la personne des travailleurs (dans et hors emploi), on ne doit l'exiger que si l'on croit possible l'égalité des droits, que si l'on pense que dans un pays riche aucun travailleur ne devrait être en proie à la pauvreté, que si l'on refuse que l'insécurité des revenus soumette des hommes et des femmes à la merci de n'importe quelles conditions de travail. Les seules raisons de revendiquer la rémunération des travailleurs, indépendamment du supposé « prix du travail », sont des raisons politiques et morales : ni économiques, ni juridiques.

- **On doit rémunérer les travailleurs parce que c'est possible.**

En effet les discours fallacieux sur la crise, les vertus de l'austérité ou le « vieillissement » ont répandu partout une culture de l'impuissance et du sacrifice. A franc constant, nos sociétés sont plus de deux fois plus riches qu'avant la « crise », et les possibilités offertes par la technique repoussent très loin les frontières de l'impossible.

Le premier et le meilleur argument pour montrer la possibilité de la rémunération personnalisée des travailleurs... c'est de rappeler qu'elle existe déjà, et largement ! Un tiers de la masse des salaires distribués en Belgique transite par le « pot commun » de la Sécu pour être versé aux travailleurs exclusivement en fonction de leurs besoins – sans plus aucune référence au travail fourni à ce moment-là. Besoin d'un salaire continué après la pension, ou en chômage, besoin de soins de santé à très faible coût pour les malades, besoin d'un complément de revenu pour élever des enfants ...

- **On doit rémunérer les personnes plutôt que payer le travail, parce que se reposer vaut mieux que travailler.**

Un monstre, inventé par les bureaucrates de la Commission Européenne il y a quelques années, a envahi tous les esprits. Il s'appelle le « taux d'emploi » ; il réussit à faire croire que l'objectif principal de nos sociétés devrait être que presque tout le monde travaille sans répit, jusqu'à 65 ans (au moins). Ce monstre séduit les classes dirigeantes, qui disposent généralement d'un travail valorisant, intéressant et peu dangereux, et qui feignent d'ignorer que pour l'immense majorité des gens le travail reste un gagne-pain contraint, aliénant et souvent stressant.

La croissance continue de la productivité (*1 heure de travail d'aujourd'hui produit autant que 2 heures de 1970 et 4 heures de 1950 !*) et les luttes pour la réduction du temps de travail ont inventé le temps libre ; après sa journée de 7 ou 8 heures, sa semaine de 4 ou 5 jours, après 35 ou 40 années de carrière, le temps libre, cela peut être le temps de l'homme libre, de la femme libre. Insoumis aux règles du capital et de la rentabilité.

C'est bien en cela que, par tous les moyens, la rémunération des travailleurs est et sera combattue par le libéralisme et par les patrons.

C'est, en fin de compte, par amour de la paresse que nous devons refuser que les hommes et les femmes dont le capital a fait des travailleurs voient la violence des rapports sociaux les réduire à n'être, sans fin, que des fournisseurs captifs d'un travail à vendre.